Free Voice | صوت حر | Voix Libre
ONG oeuvrant pour les droits de l'homme

PAS DE LIBERTÉ, PAS DE SOINS, PAS DE VOIX...

LES DÉTENUS MALADES SOUS L'EMPRISE DE LA PRISON

De l'arrestation arbitraire à la maltraitance sanitaire...
Ghannouchi et les détenus malades en danger réel



Avant que la prison ne devienne une tombe...

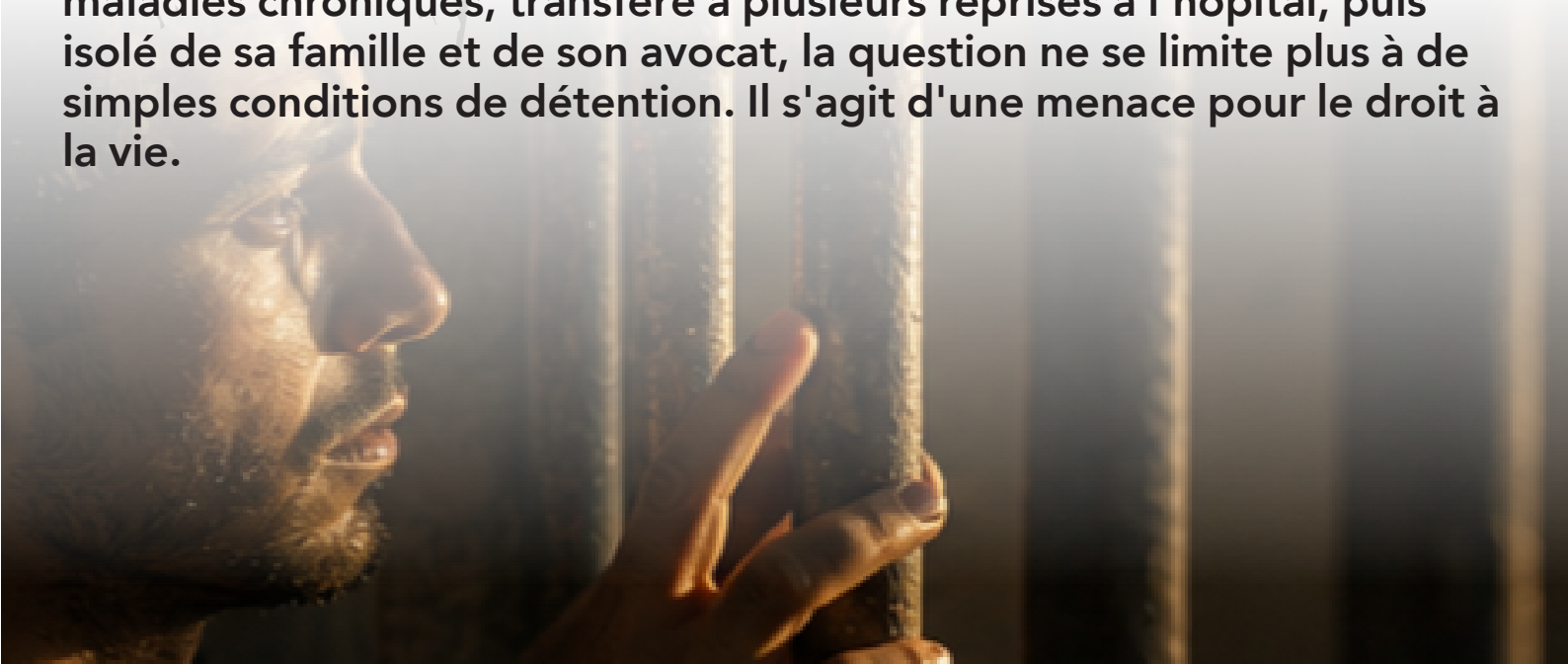
SAUVEZ LES DÉTENUS MALADES !

DROIT À LA VIE | DROIT AUX SOINS | METTRE FIN À LA MALTRAITANCE SANITAIRE | LA REDEVABILITÉ EST UNE NÉCESSITÉ

Paris,22 Août , 2026

Introduction

Ce rapport de l'organisation Voix Libre ne traite pas de la situation de prisonniers ordinaires, et ne place pas les détenus politiques et les prisonniers d'opinion dans la même catégorie que les personnes condamnées pour des crimes criminels ordinaires.
Il traite de personnes qui ont été détenues dans un contexte politique extrêmement tendu, en raison de leur opposition au pouvoir en place et de l'expression de leurs opinions.
Parmi elles figurent des personnalités d'opposition éminentes et influentes, jouissant d'un rayonnement international, âgées et souffrant de maladies chroniques et de conditions médicales complexes nécessitant un suivi médical précis et continu.
En tête de ces personnes figurent Rached Ghannouchi, Ahmed Nejib Chebbi, Habib Ellouz et Mondher Ounissi, aux côtés d'autres détenus dont l'état de santé suscite des inquiétudes et des avertissements croissants.
La gravité de ces cas s'inscrit dans un contexte plus large, où des organisations de défense des droits humains, des familles et des avocats ont signalé une détérioration des conditions dans les prisons, une chaleur accablante, des difficultés d'accès aux soins, des retards dans l'application des ordonnances médicales, ainsi que des restrictions sur les visites des proches et des avocats. Voix Libre, comme les autres organisations et instances locales et internationales, a mis en garde contre les conséquences irréversibles que ces conditions pourraient avoir sur les personnes les plus vulnérables.
Lorsqu'il s'agit d'un détenu de quatre-vingt-cinq ans, souffrant de maladies chroniques, transféré à plusieurs reprises à l'hôpital, puis isolé de sa famille et de son avocat, la question ne se limite plus à de simples conditions de détention. Il s'agit d'une menace pour le droit à la vie.



Premièrement : Rached Ghannouchi… Une détention qualifiée d'arbitraire par les Nations Unies, et une détérioration sanitaire continue

La situation de Rached Ghannouchi occupe une place centrale dans les rapports successifs sur les droits humains, et occupe également une position clé dans notre présent rapport, non seulement en raison de son âge et de son état de santé, mais parce que sa détention elle-même a fait l'objet d'une condamnation par un mécanisme onusien spécialisé.

En effet, dans l'Avis n° 63/2025, adopté par le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire le 10 novembre 2025, le Groupe a conclu que la privation de liberté de Rached Ghannouchi était arbitraire, et a appelé à sa libération immédiate ainsi qu'à une réparation adéquate du préjudice. Des sources documentaires ultérieures ont confirmé que l'avis considérait sa détention comme liée à l'exercice de ses droits fondamentaux et appelait à sa libération.

L'affaire ne s'est pas arrêtée là. En juin 2026, la question du non-respect de son avis a de nouveau été soulevée devant le Groupe onusien, suite à un nouveau verdict prononcé contre Ghannouchi. Par ailleurs, l'organisation Al-Karama a officiellement demandé aux autorités tunisiennes de mettre en œuvre l'avis onusien relatif à sa libération et à son droit à une indemnisation et à une réparation du préjudice.

Ainsi, Ghannouchi n'est pas simplement un « détenu dont la famille réclame la libération ». Sa détention a été officiellement qualifiée d'arbitraire par un groupe onusien spécialisé, et pourtant, il reste derrière les barreaux

Deuxièmement : L'âge et la maladie

Ghannouchi est âgé de 85 ans. Selon sa famille et son équipe de défense, il souffre de la maladie de Parkinson et d'un trouble de la thyroïde, des maladies chroniques qui nécessitent un suivi médical régulier et une observance rigoureuse du traitement.

Mais le plus grave est que son état de santé n'est plus seulement un dossier médical chronique ; il a connu, au cours de l'été 2026, une série de détériorations.

Il a fait un malaise dans la prison de Mornaguia lors d'une vague de chaleur intense, et a été transféré à l'hôpital par la suite.

Ses avocats ont également confirmé la multiplication de ses transferts à l'hôpital sur une courte période, tandis que l'équipe de défense a exprimé des inquiétudes croissantes concernant son état de santé. Ces développements coïncident avec des rapports sur des conditions carcérales difficiles, incluant une chaleur étouffante, un accès limité aux soins médicaux et des restrictions sur les visites.
À ce stade, la question n'est plus :
« Ghannouchi a-t-il reçu des soins lorsque son état s'est aggravé ? »
Mais plutôt :
« Pourquoi un homme de 85 ans, atteint de maladies chroniques, doit-il attendre d'être transféré à plusieurs reprises à l'hôpital pour être ensuite renvoyé en prison ? Et la prison dans laquelle il est renvoyé est-elle réellement capable de lui fournir les soins qu'exige son état ? »

Troisièmement : L'isolement médical… Quand la famille ignore ce qui arrive au patient

L'un des aspects les plus dangereux entourant le cas de Ghannouchi est la question de l'isolement de sa famille et de son avocat.
L'équipe de défense et la famille ont annoncé à plusieurs reprises que Ghannouchi s'était vu refuser la communication et les visites durant son séjour à l'hôpital, et qu'ils n'avaient pas reçu suffisamment d'informations sur son état de santé, ce qui l'a contraint à deux reprises à entreprendre des grèves de la faim et des médicaments, eu égard à son âge et à son état de santé fragile, en raison de son isolement et du refus de lui permettre de recevoir la visite de son équipe de défense et de sa famille.
Sa famille a également exigé que des médecins indépendants puissent l'examiner et évaluer son état.
Cette exigence ne peut être dissociée du contexte juridique international.
En effet, le 28 août 2023, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu une ordonnance de mesures provisoires dans l'affaire n° 004/2023 concernant Ghannouchi et d'autres.
Ces mesures incluaient l'obligation pour la Tunisie de prendre des mesures pour lever les obstacles à la communication avec la famille et les avocats, ainsi qu'à l'accès à des médecins choisis par les intéressés.
Les registres de la Cour indiquent que l'affaire a également fait l'objet de mesures provisoires supplémentaires en octobre 2024.
Par conséquent, la persistance des restrictions sur la communication et l'accès à des médecins indépendants ne constitue pas simplement un désaccord sur les « visites ». Elle pose une question directe sur le respect par les autorités tunisiennes des mesures ordonnées par la Cour africaine et de leurs engagements internationaux.

Quatrièmement : La rétention d'informations médicales

La confidentialité du dossier médical ne peut servir de prétexte pour dissimuler le sort d'un détenu malade.
Nous ne demandons pas la divulgation des secrets médicaux du patient à l'opinion publique. Ce qui est exigé, c'est que :
· Le détenu lui-même connaisse son état de santé.
· Le médecin traitant connaisse ses antécédents médicaux.
· L'équipe de défense dispose des informations nécessaires pour protéger ses droits.
· Et la famille connaisse la réalité de son état de santé.
Que le détenu soit à l'hôpital, et que sa famille et ses avocats ne puissent ni communiquer avec lui ni connaître les développements fondamentaux de son état, constitue une violation flagrante des lois nationales et internationales, et une forme de maltraitance envers un octogénaire détenu arbitrairement et dont l'état de santé est critique.

Cinquièmement : Ahmed Nejib Chebbi... Un cœur malade derrière les barreaux

Le cas d'Ahmed Nejib Chebbi n'est pas moins grave. Chebbi, l'une des figures les plus éminentes de l'opposition tunisienne, âgé de 82 ans, est, selon un document publié dans le cadre des mécanismes des Nations Unies, diabétique depuis 2012. Il a subi un quadruple pontage coronarien en 2003, avec une recommandation d'un suivi particulier compte tenu de son âge, des complications du diabète, de l'asthme et de son état cardiaque.

Il ne s'agit pas là de simples informations historiques. La vieillesse, le diabète, les antécédents cardiaques et la nécessité d'un suivi spécialisé sont autant de facteurs qui rendent toute détérioration de sa santé en prison extrêmement préoccupante.

En juillet 2026, sa famille a signalé qu'il avait subi un malaise dans la prison de Mornaguia, dans des conditions de chaleur intense, et qu'il avait été transféré à l'hôpital après la détérioration de son état. Là encore, la question n'est pas de savoir si Chebbi « mérite un traitement spécial », mais plutôt : peut-on garantir la sécurité d'un homme de 82 ans, ayant des antécédents cardiaques importants, dans des conditions de détention inadaptées à ses besoins de santé ?

Sixièmement : Habib Ellouz… Maladies chroniques et corps affaibli face aux conditions de détention

Habib Ellouz, septuagénaire, figure également parmi les cas qui doivent être inclus dans un rapport spécial sur les personnes âgées et les malades en prison. La gravité de son état s'est accrue avec la poursuite de sa détention et les nouveaux verdicts prononcés contre lui en 2026 dans des dossiers politiques.

Il est détenu depuis mars 2023. L'avocat Mokhtar Jemaï a déclaré qu'Habib Ellouz vit « un état de santé très détérioré en prison ».

Il a expliqué que son client a passé toute la durée de sa garde à vue dans un hôpital public, et qu'au cours de près de trois années d'incarcération, il a subi une série d'AVC, souffre d'hypertension artérielle et de diabète.

Jemaï a ajouté que la faiblesse de la vue d'Ellouz « a atteint un point tel qu'il ne distingue plus clairement les choses et est presque devenu aveugle ».

Son fils a confirmé que son père dépend d'une lentille médicale spéciale qui ne peut être remplacée par des lunettes, et qui nécessite des produits de nettoyage spécifiques non disponibles en prison, et que « la privation de ces fournitures a entraîné un gonflement permanent de son œil qui pourrait menacer sa cécité définitive ». De plus, il souffre de douleurs intenses au niveau du bassin qui rendent ses mouvements difficiles et nécessitent un fauteuil roulant.

À cela s'ajoute une grave perte auditive ; ses avocats ont mentionné qu'ils rencontrent des difficultés à communiquer avec lui lors des visites à la prison, et même pendant le procès, il ne comprenait pas ce qui se passait autour de lui, et le tribunal a eu du mal à l'interroger car il n'entendait ni le déroulement du jugement ni les questions qui lui étaient posées.

La question qui doit être posée aux autorités de facto en Tunisie est la suivante : quel danger représente un homme dans cet état de santé pour qu'elles insistent à le maintenir derrière les barreaux ? La maladie, la vieillesse et la faiblesse physique sont-elles devenues des raisons supplémentaires de punition ? Que reste-t-il du sens de la justice lorsque le détenu en arrive à un point où il ne voit presque plus, n'entend pas suffisamment, et ne comprend pas ce qui se passe autour de lui, et pourtant l'État continue de le détenir au lieu de lui garantir les soins et la dignité que sa responsabilité envers sa vie lui impose ?

Septièmement : Mondher Ounissi… Risques rénaux et suivi médical

Âgé de 59 ans, professeur spécialisé en médecine et transplantation rénale, vice-président du mouvement Ennahdha, détenu depuis septembre 2023. Il nécessite une mesure de la créatinine tous les 15 jours, mais il lui arrive parfois de passer un mois entier sans analyse. De sérieuses inquiétudes ont été soulevées quant à une détérioration de sa fonction rénale et à la nécessité d'un suivi médical précis, ce qui exige la fourniture régulière d'examens, de traitements et d'un suivi spécialisé. Si des rapports médicaux indépendants confirment une insuffisance rénale, la situation devient plus critique et nécessite une analyse indépendante approfondie. En juillet 2026, il a perdu l'usage de la parole après la confirmation en appel d'une peine de 4 ans de prison, sans avoir été présenté à un spécialiste, bien que le médecin de la prison lui-même l'ait recommandé.

Huitièmement : L'autorité, la prison et la maladie… Qui assume la responsabilité de la vie du détenu ?

La Tunisie n'est pas un État exempt de ses obligations internationales. Lorsque l'État ratifie les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ses obligations ne s'arrêtent pas aux portes des prisons.
Le prisonnier ne perd pas son droit à la vie, ni son droit à la santé, ni sa dignité, ni son droit à recevoir des soins appropriés. La maladie ne doit pas devenir une peine supplémentaire à la condamnation judiciaire.

La responsabilité ne se limite donc pas au transfert du détenu à l'hôpital lorsqu'il s'effondre.
Elle commence par la prévention de l'effondrement. Elle comprend :

· La fourniture des médicaments à temps.
· Le suivi médical régulier.
· L'accès aux spécialistes.
· Les examens périodiques.
· La réponse urgente aux symptômes graves.
· La fourniture de conditions de détention adaptées à l'âge et à l'état de santé.
· Et la possibilité pour le détenu d'obtenir un avis médical indépendant.

Neuvièmement : Quand la poursuite de la détention elle-même est remise en question

Dans le cas de Ghannouchi en particulier, il est impossible de dissocier son état de santé de sa situation juridique. Si un mécanisme onusien spécialisé a conclu à l'arbitraire de sa détention et exigé sa libération ainsi que la réparation du préjudice, alors la poursuite de sa détention soulève une question grave quant au respect par les autorités tunisiennes de leurs engagements internationaux.
Si l'on ajoute à cela :
85 ans + Parkinson + maladie de la thyroïde + détériorations sanitaires répétées + hospitalisations multiples + isolement de la famille et des avocats + inquiétudes concernant l'accès à des médecins indépendants, alors la poursuite de cette détention ne peut être traitée comme une simple question procédurale ordinaire.
Elle s'apparente à une tentative flagrante de maltraitance et de vengeance contre un adversaire politique et une personnalité intellectuelle et politique majeure, influente en Tunisie et à l'étranger, en exploitant sa maladie et sa vulnérabilité, ce qui pourrait s'élever au niveau d'un crime d'État que nul ne pourra justifier.
Il en va de même pour les autres personnes âgées souffrant de maladies chroniques ou de conditions médicales graves.

Dixièmement : Les prisons deviennent-elles une peine supplémentaire ?

La mise en garde la plus cruciale concerne le risque que la prison elle-même devienne un facteur d'aggravation de la maladie. Si la chaleur est accablante, la ventilation insuffisante, les soins retardés, l'accès aux médicaments ou aux médecins difficile, et les visites et communications restreintes, ces conditions n'ont pas le même impact sur tous les détenus. Elles frappent plus durement :

· Les personnes âgées,
· Les cardiaques,
· Les diabétiques,
· Les parkinsoniens,
· Les personnes souffrant de maladies rénales,
· Et toute personne dépendant d'un traitement régulier ou d'un suivi précis.

Par conséquent, maintenir ces personnes dans des conditions inadaptées à leur état peut transformer la privation de liberté en une peine sanitaire supplémentaire, non prononcée par un jugement.

Onzièmement : La responsabilité des autorités tunisiennes

Les autorités tunisiennes assument l'entière responsabilité de la sécurité des personnes qu'elles détiennent.
Cette responsabilité ne peut être transférée à la famille, aux avocats, aux organisations de défense des droits ou aux médecins extérieurs à la prison. La vie et la sécurité de l'individu placé sous le contrôle de l'État sont sous sa responsabilité.

Nous tenons donc les autorités tunisiennes pour responsables des obligations suivantes :

1. **Garantir des soins appropriés et continus.**
2. **Prévenir toute détérioration prévisible ou évitable.**
3. **Garantir l'accès à des médecins indépendants sur demande.**
4. **Permettre aux détenus de communiquer avec leurs familles et avocats conformément à la loi.**
5. **Respecter les mesures et décisions émanant des instances judiciaires et des droits de l'homme internationales.**
6. **Réexaminer le maintien en détention du détenu lorsque son état de santé devient incompatible avec les conditions de détention.**



Demandes Urgentes

Sur la base de ce qui précède, Voix Libre exige :

1. La libération immédiate de Rached Ghannouchi conformément à l'Avis n° 63/2025 du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, et son indemnisation et réparation du préjudice conformément à l'avis.

2. La cessation de l'isolement en permettant à Ghannouchi et aux autres détenus malades de communiquer régulièrement avec leurs familles et leurs avocats, et en n'utilisant pas l'isolement comme moyen de pression ou peine supplémentaire.

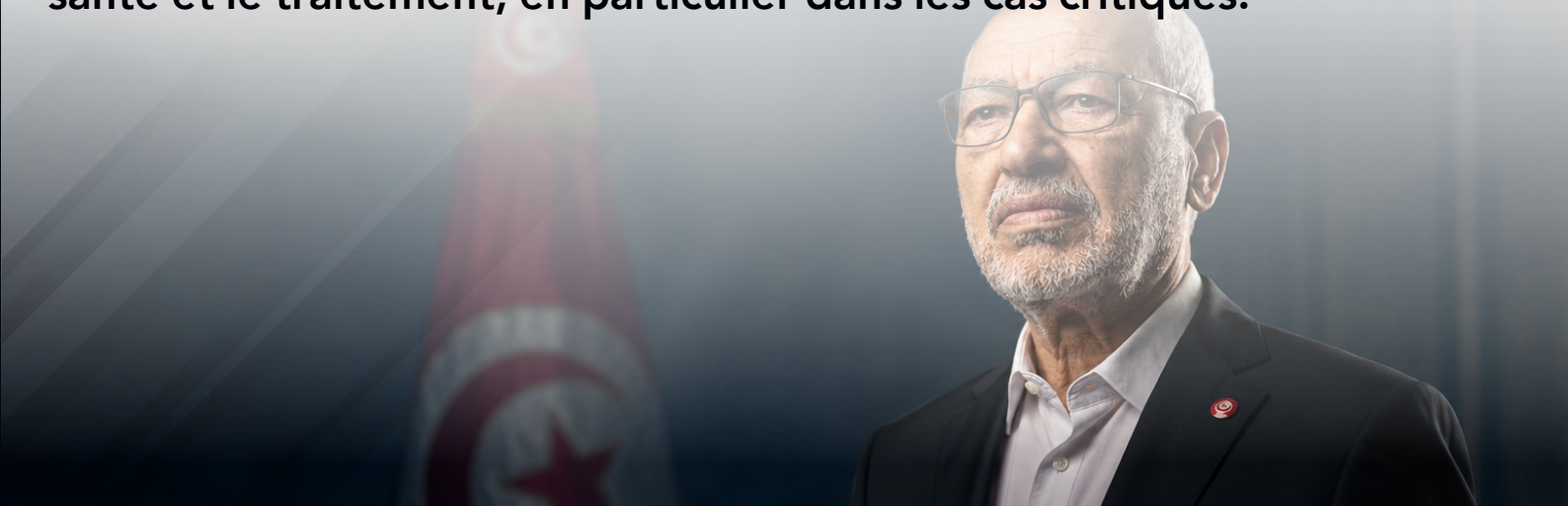
3. L'autorisation des médecins indépendants, en mettant en œuvre les mesures de la Cour africaine concernant la levée des obstacles à l'accès aux médecins choisis par les détenus, et en surveillant le respect par la Tunisie de ces mesures.

4. Une évaluation médicale indépendante et complète de Ghannouchi, Chebbi, Ellouz, Ounissi, et de tout détenu politique souffrant d'une maladie chronique ou d'une condition médicale grave.

5. La libération ou l'adoption de mesures alternatives à la détention chaque fois qu'un rapport médical indépendant établit que la poursuite de la détention représente un danger pour la vie du détenu ou que les soins requis ne peuvent être dispensés en prison.

6. L'ouverture d'une enquête indépendante sur toute allégation concernant la privation de soins, le retard de transfert à l'hôpital, le refus d'accès à des médecins indépendants, ou la rétention d'informations médicales essentielles.

7. La publication transparente des informations essentielles, non pas en divulguant les secrets médicaux, mais en permettant à la famille et à la défense d'accéder aux informations nécessaires concernant l'état de santé et le traitement, en particulier dans les cas critiques.



La prison n'est pas une condamnation à mort

Ce qui est le plus dangereux dans l'affaire des détenus politiques malades, c'est que la vieillesse et la maladie se transforment en une peine non déclarée, que leurs âges deviennent un terrain de châtiment, et que la prison devienne une tombe. Qu'un homme entre en prison pour une affaire politique ou son opposition au pouvoir, pour ensuite se retrouver confronté à la maladie, à la chaleur, à l'isolement et à l'absence de soins adéquats, n'est pas une conséquence naturelle de l'incarcération.
Dans le cas de Rached Ghannouchi, les faits s'accumulent de manière à ne pas permettre d'en minimiser la gravité : une détention qualifiée d'arbitraire par l'ONU, un appel onusien à sa libération et à la réparation, des mesures de la Cour africaine concernant la communication avec sa famille, ses avocats et ses médecins, un âge de 85 ans, des maladies chroniques, une détérioration de sa santé, des hospitalisations répétées, et un isolement de sa famille et de sa défense. La réunion de ces éléments rend la poursuite de sa détention une responsabilité dont les autorités tunisiennes ne peuvent se dégager.
Il n'est pas nécessaire d'attendre une nouvelle tragédie pour que l'État agisse. Le droit à la vie ne commence pas après la mort, le droit aux soins ne commence pas après l'effondrement, et la responsabilité envers le prisonnier ne s'arrête pas lorsque la porte de la cellule se ferme.
Nous tenons les autorités tunisiennes pour pleinement responsables de la protection de la vie et de la sécurité des détenus politiques et des prisonniers d'opinion, ainsi que de tout préjudice résultant de la négligence, de la privation de soins, des conditions de détention inhumaines ou de l'isolement imposé au détenu.
Si les autorités continuent d'ignorer les avertissements et les décisions internationales, et de maintenir les malades et les personnes âgées derrière les barreaux malgré les risques sanitaires, elles ne mettent pas seulement leur santé en danger, mais approfondissent leur responsabilité pour toute conséquence pouvant découler de cette détention.

La prison n'est pas une condamnation à mort.
La maladie n'est pas un crime.
La vieillesse n'est pas une justification de la maltraitance.
Priver un être humain de sa liberté ne donne pas à l'État le droit de mettre sa vie en danger.

---

* * * Free Voice - منظمة صوت حر - VOIX LIBRE * * * ong-voixlibre.org
Contact : +33 6 30 67 05 90 * * * voixlibre2003@yahoo.fr